

GROUPE INDEX MULTIMEDIA

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

AU

31 DECEMBRE 2009



Etat de situation financière

En K€	Notes	31/12/2009 (6 mois)	30/06/2009 (12 mois)
ACTIFS			
Ecarts d'acquisition	6	16 028	16 028
Autres immobilisations incorporelles	7	2 053	2 515
Immobilisations corporelles	8	1 483	1 917
Autres actifs financiers (non courants)	18	321	482
Impôts différés actifs		-	-
Autres actifs non courants		-	-
Actifs non courants		19 885	20 942
Clients	9	16 935	18 549
Créance d'impôt sur les sociétés		1 772	280
Autres actifs courants	10	3 966	6 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	2 607	5 998
Actifs courants		25 280	31 190
TOTAL ACTIFS		45 165	52 132
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Capital social	12	838	838
Primes d'émission		49 445	49 445
Réserves de conversion		(192)	(171)
Réserves		(38 025)	2 846
Résultat net, part du Groupe		297	(40 862)
Capitaux propres - part du groupe		12 364	12 096
Participations ne conférant pas le contrôle		-	-
Capitaux propres		12 364	12 096
Passifs financiers part non courante	15	108	7 161
Provisions (part non courante)	14	4 280	3 847
Avantages au personnel		352	292
Impôts différés passifs		-	-
Autres passifs (non courants)		-	-
Passifs non courants		4 740	11 300
Emprunts et passifs financiers (part courante)	15	8 847	3 119
Provisions (part courante)	14	776	1 684
Fournisseurs		11 278	13 683
Dette d'impôt sur les sociétés	16	1 754	27
Autres passifs (courants)	16	5 405	10 225
Passifs courants		28 060	28 737
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		45 165	52 132

Compte de résultat

En K€	Notes	31/12/2009 (6 mois)	31/12/2008 (6 mois)	30/06/2009 (12 mois)
Chiffre d'affaires	23	21 783	34 401	58 771
Charges de marketing		(6 669)	(14 224)	(22 143)
Reversements aux partenaires		(3 835)	(4 913)	(10 760)
Achats d'espaces publicitaires		-	1	-
Autres achats et charges externes		(6 238)	(8 288)	(15 700)
Impôts et taxes		(427)	(330)	(1 109)
Charges de personnel	17	(2 897)	(5 450)	(11 146)
Dotations aux amortissements des immobilisations Incorporelles et corporelles		(864)	(2 148)	(2 623)
Dotations aux provisions		283	509	386
Dépréciation de l'écart d'acquisition		-	(34 964)	(33 846)
Licences et droits d'auteurs		(532)	(1 094)	(2 233)
Autres produits opérationnels		145	878	1 118
Autres charges opérationnelles		(393)	(1 260)	(1 526)
Résultat opérationnel		357	(36 882)	(40 811)
Coût de l'endettement financier brut		(76)	(12)	(58)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		20	156	190
Coût de l'endettement net		(56)	144	132
Autres produits financiers		-	12	52
Autres charges financières		(8)	(139)	(183)
Résultat financier		(64)	17	1
Résultat avant impôts des activités poursuivies		293	(36 865)	(40 810)
Impôts sur les résultats	19	(4)	50	52
Résultat après impôt des activités poursuivies		297	(36 915)	(40 862)
Résultat des activités abandonnées ou en cours de cession		-	-	-
Résultat net		297	(36 915)	(40 862)
Dont attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société-mère		297	(36 915)	(40 862)
Dont attribuable aux participations ne conférant pas le contrôle				
Résultat par action revenant aux actionnaires de la société (en euro)	13			
- de base		0,04	-4,40	-5,04
- dilué		0,04	-4,40	-5,04

Etat du Résultat Global

En K€	Notes	31/12/2009 (6 mois)	31/12/2008 (6 mois)
Résultat net consolidé		297	(36 915)
Différences de conversion		(19)	(91)
Autres éléments du résultat global (passés directement en capitaux propres)		(19)	(91)
Résultat global consolidé (1)		278	(37 006)
Dont résultat global attribuable aux participations ne conférant pas le contrôle		-	-
Dont résultat global attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société		278	(37 006)

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat Global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres.

Tableau de variation des capitaux propres

En K€	Capital	Primes	Autres réserves	Actions propres	Différences de conversion	Résultat	Total attribuable aux propriétaires de la société	Participations ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 30/06/2008	838	49 445	27 484	(3 674)	(142)	(20 875)	53 077	-	53 077
Autres éléments du résultat global (passés directement en capitaux propres) (1) (3)					(91)		(91)	-	(91)
Résultat de la période						(36 915)	(36 915)	-	(36 915)
Résultat global consolidé (2)	-	-	-	-	(91)	(36 915)	(37 006)	-	(37 006)
Résultats s/ cessions d'actions propres			(71)	71			-	-	-
Affectation du résultat			(20 875)			20 875	-	-	-
Rachat / cession actions propres				(107)			(107)	-	(107)
Autres variations							-	-	-
Au 31/12/2008	838	49 445	6 539	(3 710)	(233)	(36 915)	15 967	-	15 967
Au 30/06/2009	838	49 445	6 411	(3 585)	(172)	(40 862)	12 096	-	12 096
Autres éléments du résultat global (passés directement en capitaux propres) (1) (3)					(19)		(19)	-	(19)
Résultat de la période						297	297	-	297
Résultat global consolidé (2)	-	-	-	-	(19)	297	278	-	278
Résultats s/ cessions d'actions propres			(25)	25			-	-	-
Affectation du résultat			(40 862)			40 862	-	-	-
Rachat / cession actions propres				(9)			(9)	-	(9)
Autres variations							-	-	-
Au 31/12/2009	838	49 445	(34 476)	(3 549)	(192)	297	12 364	-	12 364

(1) Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 révisée, les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres sont détaillés dans le tableau « Autres éléments du Résultat Global » présenté ci-avant.

(2) Dans les publications antérieures, le total « Résultat Global consolidé » s' appelait « Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période ».

(3) Dans les publications antérieures, le total « Autres éléments du Résultat Global passés en capitaux propres » s' appelait « Résultat reconnu directement en capitaux propres ».

Tableau de variation des flux de trésorerie

En K€	Notes	31/12/2009 (6 mois)	31/12/2008 (6 mois)
Résultat net des activités poursuivies		297	(36 913)
Amortissements & provisions		450	36 658
Charges d'impôts		(4)	51
Charges d'impôts différés			(1)
Plus ou moins value de cession		162	8
Charges financières		76	
Autres éléments du résultat sans effet sur la trésorerie		60	351
Marge brute d'autofinancement		1 040	154
Variation du besoin en fonds de roulement	22	(983)	(1 800)
Impôts payés		231	(107)
Charges d'intérêts reclassées en flux de financement		-	12
I- FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		288	(1 741)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(118)	
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(4)	(253)
Cessions d'immobilisations incorporelles			
Cessions d'immobilisations corporelles		2	66
Variation des prêts et créances financières		101	
Variation nette dette / acquisition d'immobilisation (1)		(2 261)	
Variation nette créance / cession d'immobilisation			
Incidence des variations de périmètre		13	
II- FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS		(2 267)	(187)
Dividendes versés par la société mère			
Rachats d'actions propres		(34)	(167)
Cessions d'actions propres		25	60
Prêt accordé par INDEX HOLDINGS JAPAN			
Prêt remboursé à INDEX HOLDINGS JAPAN			(1 900)
Remboursements autres emprunts		(55)	(465)
Charges d'intérêts décaissées		(27)	(357)
Autres variations des passifs financiers (2)		(1 323)	
III -FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENTS		(1 414)	(2 829)
IV - Incidence des variations des taux de change		(2)	(143)
V- FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES POURSUIVIES (I + II+ III+ IV)		(3 396)	(4 900)
VII - FLUX NETS DE TRESORERIE DE LA PERIODE (V + VI)		(3 396)	(4 900)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à l'ouverture	11	5 993	15 336
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à la clôture		2 597	10 437
VARIATION DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		(3 396)	(4 900)

(1) La variation nette des dettes sur acquisition d'immobilisation correspond au paiement en totalité de la base Eurofirst DVD 5.

(2) Les autres variations des passifs financiers correspondent aux avances sur financement des créances reçues par la société d'affacturage, Factocic.

Notes relatives aux états financiers consolidés semestriels résumés

Note 1. Informations générales

Le groupe INDEX MULTIMEDIA est l'un des principaux fournisseurs de produits et services multimédia à destination du grand public et du monde de l'entreprise en France.

INDEX MULTIMEDIA est une société anonyme, cotée à la Bourse de Paris (Euronext Compartiment C) enregistrée et domiciliée en France.

Son siège social est situé au 36 rue Jacques Babinet à Toulouse.

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 31 Décembre 2009 ont été arrêtés le 15 Mars 2010 par le Conseil d'Administration.

Sauf indication particulière, les informations financières sont exprimées en milliers d'euros, arrondis au millier d'euros le plus proche.

Note 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Base de préparation des états financiers

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels résumés du groupe INDEX MULTIMEDIA au 31 décembre 2009 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 et IFRIC 10 du référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2009.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'élaboration des comptes semestriels résumés au 31 décembre 2009 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 30 juin 2009 et disponibles sur le site d'Index Multimédia à l'exception des normes, interprétations et amendements dont l'application était obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier ou 1er juillet 2009, dont notamment les textes suivants :

- IFRS 8 secteurs opérationnels
- IFRS 3 révisé et IAS 27 révisé Regroupement d'entreprises
- Amélioration aux IFRS – mai 2008 : ces améliorations n'ont pas eu d'impact sur la situation financière ou la performance du Groupe.
- IAS 23 amendée « Coûts d'emprunt » ;
- IAS 27 amendée « Etats financiers consolidés ou individuels »
- Amendements à IAS 32 et IAS 1 « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation »
- Amendements à IAS 39 « Eléments éligibles à la couverture » ;
- Amendements à IFRIC 9 et IAS 39 « Dérivés incorporés » ;
- Amendements à IFRS 2 « Conditions d'acquisition et annulations » ;
- Amendements à IFRS 7 et IFRS 4 « Informations sur les instruments financiers » ;
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle » ;
- IFRIC 14 et IAS 19 « Plafonnement de l'actif » ; cette interprétation ne concerne pas le Groupe.
- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier »,
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger » ;

La nouvelle norme IFRS 8 (« Secteurs opérationnels » qui remplace IAS 14 « Information sectorielle ») définit un secteur opérationnel comme une composante d'une entité :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges,
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le « principal décideur opérationnel » de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Au regard de ces critères, le groupe confirme la segmentation retenue antérieurement. De ce fait, l'application de la norme n'a pas d'impact sur les informations présentées au 31 décembre 2009 par le groupe.

Les autres textes mentionnés ci-dessus n'ont pas eu d'incidence chiffrée pour le groupe au 31 décembre 2009.

Il est rappelé que le groupe avait décidé d'appliquer par anticipation la norme IAS 1 révisée dans le cadre de l'établissement des ses comptes annuels consolidés au 30 juin 2009.

S'agissant de comptes intermédiaires, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation des comptes consolidés annuels. Ces notes doivent donc être complétées par la lecture des états financiers de INDEX MULTIMEDIA publiés au titre de l'exercice clos au 30 juin 2009 sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après :

- Retraites : Le coût des retraites au 31/12/2009 est calculé sur une base cumulée depuis le début de l'exercice jusqu'à la date du 31 décembre 2009 à partir d'un taux relatif au coût des retraites, déterminé de manière actuarielle à la fin de l'exercice précédent, ajusté pour tenir compte des fluctuations importantes du marché depuis cette date ainsi que des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants.
- Calcul de l'impôt : La charge d'impôt sur le résultat au titre de la période est calculée au moyen du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.
- Saisonnalité de l'activité : les ventes de la société ne sont pas saisonnières.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite, de la part de la direction, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et les informations relatives aux éléments d'actif et de passif éventuels. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances et certaines hypothèses concernent le futur.

Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours des périodes futures concernent principalement les tests de dépréciation des goodwill.

Note 3. Faits marquants de la période

Evolution de l'activité

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009-2010 ressort à 21.783 millions d'euros en baisse de 12.6 millions par rapport au 31 décembre 2008 Cette diminution a touché principalement les secteurs opérationnels Grand Public (jeux interactifs en particulier) et Bien Etre (Chat, rencontre, Adulte, Audio-SMS).

La performance du groupe Index Multimedia sur le premier semestre montre un résultat opérationnel hors élément non récurrents (dépréciation des écarts d'acquisition au 31 Décembre 2008) de + 357 milliers d'euros contre -1.9 millions d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2008, le résultat opérationnel de -36,9 millions d'euros était principalement généré par la dépréciation du goodwill à hauteur de -34,96 millions d'euros.

Au 31 décembre 2009 et malgré la réduction d'activité constatée par rapport à la période de 6 mois comparative au 31 décembre 2008, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié, notamment au regard des budgets et plans moyen terme retenus dans le cadre de l'établissement des comptes annuels consolidés au 30 juin 2009.

Contrôle fiscal au titre de la comptabilité portant sur la période allant du 01/07/05 au 30/06/08

La société Index Multimedia a reçu au cours du mois de décembre 2009, une notification de redressement relative aux exercices clos les 30 juin 2006, 2007 et 2008 et portant sur le non dépôt d'imprimés fiscaux concernant l'état de suivi du mali technique mentionné à l'article 1763-I-e du Code General des Impôts conduisant à une amende de 5% du montant du mali technique pour chaque exercice soit au total 8 123 184 euros.

Il est établi que l'absence de production de ce document n'a entraîné aucune conséquence dommageable pour le Trésor Public s'agissant d'une omission de pure forme.

Le groupe conteste ce redressement et le contentieux est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes.

Sur la base des informations disponibles, le groupe a décidé de provisionner 1,7 million d'Euros.

Nomination d'un nouveau Directeur Général Délégué

Le conseil d'administration du 11 décembre 2009 a nommé M. Fumiaki YAMATO en tant que Directeur Général Délégué.

Ce dernier conseil d'administration lui confie une mission spéciale d'une durée de 1 an. Elle consiste en la mise en œuvre d'une étude relative à la gestion des relations avec les investisseurs et ainsi qu'une étude relative à la mise en œuvre de projets d'alliance capitalistique globale.

Le conseil d'administration du 22 janvier 2010 a autorisé une rémunération globale annuelle de €. 59 073.36 au titre de cette mission.

Note 4. Evénements postérieurs à la clôture

Augmentation de capital

La société a réalisé une augmentation de capital en janvier 2010 comme suit :

- souscription de 109 596 actions nouvelles en numéraire pour 154 530 euros
- souscription de 4 964 539 euros actions nouvelles par voie de compensation avec la créance que détenait Index Holdings à hauteur de 6 999 999.99 euros

L'émission des actions nouvelles a été réalisée au prix de 1.41 euros dont 0.1 euros en valeur nominale et 1.31 euros de prime d'émission portant ainsi le capital social d'une somme de 838 243.5 euros à la somme de 1 345 657 euros et dégageant une prime d'émission de 6 647 116.85 euros.

A l'issue de l'opération, le capital social est fixé à 1.345.657 euros. Il est divisé en 13.456.570 actions de 0.1 euros chacune, de même catégorie.

Préalablement à cette opération, un contrat avait été signé entre Index Holdings et Index Multimédia à l'effet de rendre la créance détenue par la société mère ultime liquide et exigible. En vertu de ce contrat, la dette d'Index Multimédia vis-à-vis de sa société mère a été reclassée au cours de la période en dette courante.

Note 5. Evolution du périmètre de consolidation

Liquidation des sociétés 123 Multimedia GMBH et Germany Explorer

Les filiales 123 Multimedia GMBH et Germany Explorer ont été liquidées sur la période générant un profit de liquidation de 66K€.

Note 6. Ecart d'acquisition

Le montant de l'écart d'acquisition reste inchangé par rapport au 30 juin 2009 et s'élève à 16 028 K€. Ce montant est relatif à l'UGT « distribution indirecte », les autres UGT étant dépréciées à 100%. Les tests de dépréciation n'ont pas été effectués au 31 Décembre 2009. Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté.

Note 7. Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2009, les variations de la période des immobilisations incorporelles sont présentées ci-dessous :

En K€	Logiciels et droits assimilés	Relations contractuelles	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	2 715	9 896	2 415	15 026
Dépréciations et amortissements cumulés à l'ouverture	(2 527)	(9 896)	(88)	(12 511)
Valeurs nettes ouverture	188	-	2 327	2 515
Acquisitions (1)	3	-	115	118
Cessions	(54)	-	-	(54)
Ecart de conversion	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-
Autres variations	21	-	(21)	-
Valeurs brutes à la clôture	2 685	9 896	2 508	15 089
Amortissements	(3)	-	(577)	(580)
Cessions	54	-	-	54
Écart de conversion	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture	(2 476)	(9 896)	(665)	(13 037)
Valeurs nettes clôture	209	-	1 843	2 053

(1) Les acquisitions de la période comprennent principalement la refonte du site Tchache.com à hauteur de 49 K€ dont le coût global du projet est estimé à 83 K€.

Note 8. Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2009, les variations de la période des immobilisations corporelles sont présentées ci-dessous :

En K€	Installation Techniques, Matériel & outillage	Autres Immobilisations Corporelles	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	8 771	3 379	12 150
Dépréciations et amortissements cumulés à	(8 421)	(1 812)	(10 233)
Valeurs nettes ouverture	350	1 567	1 917
Acquisitions	2	2	4
Cessions	(216)	(8)	(224)
Ecart de conversion	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Autres variations	(1)	-	(1)
Valeurs brutes à la clôture	8 556	3 373	11 929
Amortissements	(153)	(131)	(284)
Dépréciations suite à test de valeur	-	-	-
Cessions	66	4	70
Ecart de conversion	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Autres variations	1	-	1
Dépréciations et amortissements cumulés à la clôture	(8 507)	(1 939)	(10 446)
Valeurs nettes clôture	49	1 434	1 483

Note 9. Créances clients

Le poste clients a évolué comme suit :

En K€	31/12/2009 (6 mois)	30/06/2009 (12 mois)
Créances clients brutes (1)	17 182	18 749
Reprises		
Dépréciations	(247)	(200)
Créances clients nettes	16 935	18 549

(1) Dans le cadre de sa politique de gestion de la trésorerie, le groupe a conclu le 13 mars 2009 une convention d'affacturage avec droit de recours auprès de la société Factocic. L'encours financé au 31 Décembre 2009 s'élève à 1 697K€.

La ventilation par antériorité des créances clients et des dépréciations s'effectue de la manière suivante :

En K€	31/12/2009 (6 mois)	A moins de trois mois	De trois à six mois	De six à neuf mois	A plus de neuf mois
Créances clients	17 182	11 102	3 420	294	2 366
Dépréciations clients	(247)	-	(42)	(6)	(199)
Total	16 935	11 102	3 378	288	2 167

Le solde net fait par ailleurs l'objet d'une provision présentée au passif, tel qu'indiqué en note 14 « provisions ».

Note 10. Autres actifs courants

Le détail des autres actifs est présenté ci-dessous :

En K€	31/12/2009 (6 mois)	30/06/2009 (12 mois)
Créances fiscales	3 269	5 452
Créances sociales	48	141
Autres créances	340	281
Charges constatées d'avance	309	489
Total net	3 966	6 363
- dont part non courante		
- dont part courante	3 966	6 363

Note 11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent comme suit :

En K€	31/12/2009 (6 mois)	30/06/2009 (12 mois)
Valeurs Mobilières de Placements	431	2 804
Disponibilités	2 176	3 194
Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts	2 607	5 998
Découverts & Concours bancaires courants	10	6
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	2 597	5 993

Note 12. Capitaux propres

Capital social

Le capital au 31 décembre 2009 est fixé à 838 K€, divisé en 8 382 435 actions d'une valeur nominale de 0,10 euros. Il est entièrement libéré.

Toutes les actions bénéficient d'un droit de vote simple.

Le nombre d'actions en circulation au 31 Décembre 2009 s'établit comme suit :

	31/12/2009 (6 mois)	30/06/2009 (12 mois)
Nombre d'actions ordinaires en circulation à l'ouverture	8 115 559	8 149 533
Augmentation de capital		-
Amortissement de capital		-
Variations des actions propres	(10 800)	(33 974)
Nombre d'actions en circulation à la clôture	8 104 759	8 115 559

Actions propres

Au 31 décembre 2009, la société Index Multimédia détient un portefeuille d'actions propres composé de 277 676 actions d'une valeur totale de 428 milliers d'euros.

Les actions propres sont présentées en diminution des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2009.

	Nombre	Valeur (1)
Nombre d'actions propres au 30 juin 2009	266 876	362 103
Acquisitions de l'exercice	106 969	
Cessions de l'exercice	96 169	
Annulations de l'exercice	-	
Nombre d'actions propres au 31 Décembre 2009	277 676	427 494

(1) Correspond à la valeur nette comptable des actions propres dans les comptes individuels d'Index Multimedia SA.

Paielements en actions

- **Autorisation d'un programme d'attribution d'actions gratuites aux salariés jusqu'à 10% du capital**

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2008, le Conseil d'Administration a été autorisé à attribuer des actions gratuites aux salariés et dirigeants d'Index Multimédia. L'opération se déroulerait de la manière suivante :

- Maximum du capital du Groupe alloué aux salariés : 10% ;
- Maximum de détention du capital du Groupe par personne pouvant bénéficier de cette allocation : 10% ;
- Durée minimale pour l'acquisition des titres : deux ans, sauf cas exceptionnels. A l'issue de la période d'acquisition, cette opération emportera augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires ;
- Durée minimale d'obligation de détention des titres : deux ans ;
- Les actionnaires renoncent de plein droit à leur droit préférentiel de souscription.

Lors de l'assemblée générale du 13 mai 2008, une délégation de 38 mois a été donnée par l'assemblée générale au conseil d'administration pour attribuer ces actions.
A ce jour, le conseil d'administration n'a pas fait usage de cette autorisation d'attribution.

- **Autorisation d'un programme d'option de souscription et d'option d'achat jusqu'à 5 % du capital**

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 novembre 2009, le Conseil d'Administration a été autorisé à attribuer aux salariés et mandataires sociaux d'Index Multimédia des :

- options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de capital et/ou
- options donnant droit à l'achat d'actions acquises par la société dans les conditions légales.

L'opération se déroulerait de la manière suivante :

- Maximum du capital du Groupe alloué aux salariés et aux mandataires sociaux : 5% ;
- Maximum de détention du capital du Groupe par personne pouvant bénéficier de cette allocation : 10% ;
- Prix de souscription des actions : il ne pourra être inférieur à 80% de la moyenne des cours cotés de l'action de la société sur l'Eurolist d'Euronext lors des vingt séances de bourse précédent le jour ou les options de souscription seront consenties ;
- Prix d'achat des actions : il ne pourra être inférieur à 80% du cours moyen d'achat des actions détenues par de la société ;
- Durée d'exercice maximal : huit ans ;
- Les actionnaires renoncent de plein droit à leur droit préférentiel de souscription.

Lors de cette dernière assemblée générale, une délégation de 38 mois a été donnée par l'assemblée générale au conseil d'administration pour attribuer ces options.

A ce jour, le conseil d'administration n'a pas fait usage de cette autorisation d'attribution.

Note 13. Résultat par action

Les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilués par action pour l'ensemble des activités sont les suivantes :

	31/12/2009 (6 mois)	31/12/2008 (6 mois)
Résultat net pour les opérations poursuivies, attribuables aux propriétaires de la société	297	(36 915)
Résultat net pour les opérations abandonnées, attribuables aux propriétaires de la société	-	
Résultat net, attribuables aux propriétaires de la société	297	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	8 111 376	8 107 522
Effet de la dilution des actions attribuées gratuitement	-	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat dilué par action	8 111 376	8 107 522
Résultat par action de base (en euro) pour les opérations poursuivies	0,04	-4,40
Résultat par action de base (en euro) pour les opérations abandonnées	-	
Résultat par action de base (en euros) total	0,04	-4,40
Résultat par action dilué (en euros) total	0,04	-4,40

Note 14. Provisions

Provisions pour engagements de retraite

Les avantages au personnel provisionnés au 31 Décembre 2009 concernent les indemnités conventionnelles de départ à la retraite des salariés des sociétés françaises du Groupe.

La provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève au 31 Décembre 2009 à 352 milliers d'euros (contre 292 milliers d'euros au 30 Juin 2009).

Autres provisions

Les variations sur la période des autres provisions se décomposent comme suit :

En K€	Provisions pour litiges			Total provisions pour litiges	Autres provisions	Total
	Litiges commerciaux	Litiges sociaux	Litiges fiscaux			
Valeurs à l'ouverture 30/06/2009 (12 mois)	4 287	911	52	5 250	281	5 531
Dotations	351	-	52	403	-	403
Reprises utilisées	(275)	(271)	-	(546)	-	(546)
Reprises non utilisées	(277)	(55)	-	(332)	-	(332)
Écart de conversion	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	93	-	93	(93)	-
Valeurs à la clôture 31/12/2009 (6 mois)	4 086	678	104	4 868	188	5 056
- dont part courante	492	232	52	776	-	776
- dont part non courante	3 594	446	52	4 092	188	4 280

Les principales provisions pour litiges commerciaux concernent pour 2 millions d'euros un opérateur client de la société, ainsi qu'un fournisseur dont la société Index Multimédia a rompu le contrat et qui est en litige pour un montant de 0,8 million d'euros, suite à décision de justice.

Divers recours à l'encontre de la société et de l'AMF ont été déposés au cours de la période par l'un des actionnaires de la société, la société de droit belge Sedaine Benelux :

- Un recours visant à l'annulation du visa octroyé par l'AMF sur le prospectus établi par la société dans le cadre de l'augmentation de capital projetée telle que mentionnée en note 4. Un jugement de la cour d'appel de Paris a rejeté la demande d'annulation du visa
- Un recours sur les opérations réalisées en 2004 dans le cadre de l'introduction en bourse de la société visant à obtenir la mise en œuvre par l'actionnaire majoritaire d'une offre publique ou d'une garantie de cours sur les actions de la société. Une audience de plaidoirie doit avoir lieu le 16 mars 2010

Note 15. Passifs financiers

Au 31 décembre 2009, les variations des passifs financiers de la période sont présentées ci-dessous :

en K€	Emprunts sur location financement	Prêt Index Holdings Japon	Affecturage	Autres passifs financiers	Total
Valeurs à l'ouverture 30/06/2009 (12 mois)	254	7 000	3 020	6	10 280
Augmentation	-	49			49
Diminution	(55)	-		-	(55)
Variation (1)	-	-	(1 323)	4	(1 319)
Ecart de conversion	-	-		-	-
Variations de périmètre	-	-		-	-
Autres variations	-	-		-	-
Valeurs à la clôture 31/12/2009 (6 mois)	199	7 049	1 697	10	8 955
- dont part courante (2)	91	7 049	1 697	10	8 847
- dont part non courante	108	-			108

(1) Les variations des passifs financiers correspondent aux avances sur financement des créances reçues par Factocic.

(2) La dette d'Index Multimedia vis-à-vis de sa société mère a été reclassée en dette courante, comme indiquée en note 4 : événements post clôture.

Note 16. Autres passifs courants

Les autres passifs courants se détaillent comme suit :

en K€	31/12/2009 (6 mois)	30/06/2009 (12 mois)
Dettes d'impôt sur les sociétés (1)	1 754	27
Avances et acomptes reçus	-	106
Dettes sociales	1 642	2 092
Dettes fiscales	3 382	5 617
Produits constatés d'avance	343	113
Autres passifs courants (2)	38	2 297
Autres passifs courants	5 405	10 225

(1) Une provision pour litiges fiscaux à hauteur de 1 750 K€ a été enregistrée dans les comptes, en dette d'impôt sur les sociétés, suite à un contrôle fiscal (comme développé dans la note 3 : faits marquants de la période). La contrepartie a été constatée en charge d'impôt en application de IAS 12 (confère note 19 : Impôts sur les résultats).

(2) La réduction des autres passifs courant est principalement liée au paiement de la dette sur acquisition de la base de données Eurofirst DVD 5 en juin 2009, pour 2 261K€.

Note 17. Charges de personnel et effectifs

La ventilation des charges de personnels ainsi que des effectifs se présente comme suit :

en K€	31/12/2009 (6 mois)	31/12/2008 (6 mois)
Salaires et traitements	2 037	3 898
Charges sociales	860	1 552
Participation des salariés	-	-
Total	2 897	5 450

Effectifs moyens	31/12/2009 (6 mois)	31/12/2008 (6 mois)
Cadres	75	112
Non cadres	96	141
Total	171	253

Il est noté que la variation de l'effectif moyen s'explique principalement par une diminution de 68 personnes chez INDEX MULTIMEDIA dû au plan de sauvegarde de l'emploi réalisé au second semestre de l'exercice clos le 30 juin 2009.

Note 18. Juste valeur des actifs et passifs financiers

L'amendement à IFRS 7 impose de classer les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations.

La hiérarchie des justes valeurs se composera des trois niveaux suivants:

- Niveau 1 : instruments financiers cotés sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur une technique d'évaluation intégrant quasi-exclusivement des données observables, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix), et pour lesquels l'impact de paramètres non observables est le cas échéant non significatif ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur une technique d'évaluation intégrant pour une part significative des paramètres non observables.

Au 31 décembre 2009, la juste valeur des actifs financiers, à l'exception des valeurs mobilières de placement dont la juste valeur a été déterminée selon le niveau 1, correspond à leur valeur nette comptable compte tenu des échéances à court terme. Les emprunts et passifs financiers sont évalués au coût amorti qui correspond à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme.

Note 19. Impôts sur les résultats

Charges d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit au 31 décembre 2009 :

en K€	31/12/2009 (6 mois)	31/12/2008 (6 mois)
Résultat net (a)	297	(36 913)
Résultat net des sociétés mises en équivalence (b)		
Charge d'impôts (c)		(50)
Résultat avant impôt (a-b-c)	297	(36 863)
Taux d'impôt applicable à la société consolidante	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique (a)	(103)	12 696
Différences permanentes (1)	(14)	(12 029)
Créance d'impôt non reconnue sur les déficits		
Déficits de l'exercice non reconnus	197	(412)
Résultat taxés à taux réduit	44	25
Déficits antérieurs non activés imputés	(128)	(325)
Autres		
Total (b)	99	(12 741)
Charge d'impôt réelle (a+b)	(4)	(45)

(1) Les différences permanentes comprennent notamment :

- Une provision pour litiges fiscaux à hauteur de - 1 750 milliers d'euros (confère la note 3 : faits marquants de la période) ;
- Une créance de carry back à hauteur de + 1 756 milliers d'euros. Le déficit reporté en arrière correspond au déficit de l'exercice clos au 30/06/2007 pour - 5 269 milliers d'euros.

Déficits reportables disponibles

Les déficits disponibles non activés au 31 décembre 2009 s'élèvent à 5 241 milliers d'euros, soit un montant d'impôts différés non comptabilisé de 1 805 milliers d'euros au taux de 34,43%.

Il est précisé que les déficits reportables des filiales hors intégration fiscale (et notamment étrangères) sont considérés comme non significatifs.

Note 20. Parties liées

Rémunérations des principaux dirigeants

Au 31 décembre 2009, les rémunérations et avantages attribués aux principaux dirigeants se décomposent comme suit :

Rémunération des principaux dirigeants (*)	31/12/2009	30/06/2009
Salaires et autres avantages à court terme	70	147
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres rémunérations		
Indemnités de fin de contrat		119
Paieement en actions		
Total	70	266

(*) Les 70 K€ indiqué ci-dessus correspondent à la rémunération de Mr Tanimoto versée directement par Index Multimédia. Les charges sociales afférentes sont payées par Index Holdings et refacturées à Index Multimédia.

La rémunération perçue par Mr Imamura ainsi que les charges sociales afférentes sont payés par Index Holdings et refacturés pour la globalité à Index Multimédia.

Au total, les refacturations d'Index Holdings dans les comptes d'Index Multimedia s'élèvent à 66 milliers d'euros (soit 8.8 millions de yen).

Autres transactions avec les parties liées

La société Index Multimédia fait partie du périmètre de consolidation de son actionnaire majoritaire Index Europe Holdings Limited. Cette dernière fait elle-même partie du groupe japonais Index Holdings. Les transactions suivantes ont été réalisées avec les parties liées :

en k€	INDEX HOLDINGS et ses filiales (hors groupe Index Multimedia)
Créances clients et comptes rattachés	250
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	290
Autres dettes	7 049
Intérêts financiers	55

Note 21. Engagements et passifs éventuels

Engagements en matière de location financement

L'échéancier des passifs, en valeur actualisée, liés aux contrats de location financement se présente comme suit :

Passifs liés aux contrats de location financement- paiements minimaux au titre de la location	31/12/2009 (6 mois)	30/06/2009 (12 mois)
A moins d'un an	107	131
Entre 1 et 5 ans	97	186
A plus de 5 ans		
Total	204	317
Charges financières futures liées aux contrats de location financement	36	63
Valeur actualisée des passifs liés aux contrats de location financement	168	254
A moins d'un an	90	93
Entre 1 et 5 ans	108	161
A plus de 5 ans		
Total	198	254

La société Index Holdings s'est portée garant à première demande en faveur de la société signataire du nouveau contrat de location financement.

La garantie est accordée pour un montant maximum de 401 456 € à effet du 04 janvier 2009, elle prendra fin en date du 1er janvier 2012.

Autres engagements donnés

- Soutien d'Index Multimedia à sa filiale A3W et 123 Mutimedia Ltd

Index Multimedia s'est engagée à soutenir sa filiale A3W ainsi qu'123 Multimedia Ltd à hauteur de 32 milliers d'euros en cas de difficultés financières rencontrées par ces filiale.

Dans le cadre de la cession des parts sociales des filiales Option Images et Cell Broadcast Africa, Index Multimedia garantit le passif fiscal et social pour les engagements antérieurs au 31 décembre 2006 de ces filiales. A ce titre, une provision de 188 milliers d'euros sur litige social a été enregistrée.

- Nantissement du fonds de commerce de Index Multimedia au profit de CREATIV MEDIA pour 230 K€ dans le cadre d'un litige opposant la société Index Multimédia à cette dernière
- Nantissement de la totalité des titres de la société détenus par Index Europe Holdings au profit de la Banque Mizuho, dans le cadre d'un financement mis en place en juin 2008 auprès de la société Index Holdings par cette même banque

Note 22. Note sur les flux de trésorerie

Les flux de trésorerie relatifs à la variation du besoin en fonds de roulement de la période s'expliquent comme suit :

En K€	30/06/2009 (12 mois)	Variation du BFR	Variation périmètre	Reclassement abandon de créances	Effet de change	Variation créance cession d'immobilisation	31/12/2009 (6 mois)
Clients	18 548	(1 644)	30				16 934
Fournisseurs	(13 671)	2 799			(2)		(10 874)
Autres créances liées à l'activité	6 364	(2 731)	(44)		(27)		3 562
Autres dettes liées à l'activité	(7 974)	2 559	2		8		(5 405)
Total besoin en fonds de roulement	3 267	983	(12)		(21)		4 217

Note 23. Information sectorielle

Le reporting interne mis à la disposition du président directeur général du groupe, « Principal Décideur Opérationnel », correspond à l'organisation managériale du groupe qui est basée sur la sectorisation par activité. De ce fait, les secteurs opérationnels, tels que définis par la norme IFRS 8, sont les secteurs d'activité sur lesquels le groupe opère.

L'application de la norme IFRS 8 n'a pas eu d'impact sur les informations présentées au titre des comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2009.

Les secteurs opérationnels existants au 31 décembre 2009 sont les suivants :

- Bien Etre : activité anciennement BtoC pour adultes (Communautaire, Charme) ;
- Grand Public : activités anciennement BtoC (Logos, Sonneries, Perso Mobile) ;
- Distribution Indirecte : anciennement activités BtoB et BtoO ;
- Business Development : activités relais de croissance (Web, Agence multimédia numérique...).

Eléments du compte de résultat

La répartition du chiffre d'affaires et de la Marge Brute réalisée par chaque secteur opérationnel est la suivante (il est rappelé que la marge brute correspond au chiffre d'affaires, diminué des charges de marketing et des versements aux partenaires) :

en K€					
31/12/2009 (6 mois)	Bien Etre	Grd Public	Distrib. Indirecte	Bliz Dev	TOTAL
Chiffre d'affaires	9 222	737	8 834	2 989	21 782
Marge Brute	4 967	145	4 103	1 637	10 852
En % du CA	53,86%	19,67%	46,45%	54,77%	49,82%

en K€					
31/12/2008 (6 mois)	Bien Etre	Grd Public	Distrib. Indirecte	Bliz Dev	TOTAL
Chiffre d'affaires	15 120	6 037	10 682	2 560	34 399
Marge Brute	6 152	1 364	6 902	857	15 275
En % du CA	40,69%	22,59%	64,61%	33,48%	44,41%

Les principales variations d'activité observées au cours de la période sont les suivantes :

BU Bien Etre : Index Multimedia a su, malgré la baisse du volume d'activité sur ses produits de rencontres charmes et adultes, rationaliser ses investissements publicitaires afin d'améliorer son taux de marge brute. L'arrêt de l'exploitation des ces services sur les terminaisons internationales s'inscrit pleinement dans cette logique.

Les facteurs conjoncturels et le cadre réglementaire des opérateurs telecoms, ont freiné le développement du chiffre d'affaires prévu à compter du mois d'octobre.

BU Grand Public : La décroissance accompagnée depuis 1 an sur les services de type "Interactive Games & infotainments" se poursuit pour atteindre désormais un volume d'activité très faible sur ces services.

A noter sur le dernier trimestre un recul du volume d'activité sur les services de Logos et sonneries.

Le lancement du modèle abonnement sur ce type de service n'a pu réellement commencer qu'à compter de fin décembre. Les premiers résultats devraient être constatés sur le prochain trimestre.

BU Indirect Sales : La baisse d'activité touche principalement les produits Grand public et plus particulièrement l'activité micro-paiement, fortement ralentie dans son développement par les risques d'impayés clients.

Les diverses refacturations à la société Index Holding relatives aux projets J-Sox & d'augmentation du Capital sont incluses dans le chiffre d'affaires de ce secteur opérationnel.

BU Business Développement : L'augmentation du chiffre d'affaires et surtout de la marge brute provient de l'exploitation d'une base de données clients dont Index Multimédia a fait l'acquisition en juin 2009. Les nouvelles fonctionnalités SNS (Social Network Services) du site Tchatche.com ont permis d'augmenter de façon prometteuse le chiffre d'affaires de ce type de service. Par ailleurs le développement des autres offres web se poursuit activement.

Eléments du bilan

Compte tenu de la mise en commun des moyens (matériels, ressources humaines, ressources financières), principalement concentrés sur la société INDEX MULTIMEDIA au 31 décembre 2009, il apparaît au Groupe peu pertinent d'effectuer un découpage des actifs et passifs par secteurs opérationnels.

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL AU 31 DECEMBRE 2009 (6 MOIS)

Nous vous présentons en application des dispositions des articles R232-13 du Code de Commerce, L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et 222-4 du Règlement Général de l'AMF notre rapport d'activité semestriel.

I Evènements importants survenus au cours du 1^{er} semestre

- **Nomination d'un nouveau Directeur Général Délégué**

Le conseil d'administration du 11 décembre 2009 a nommé M. Fumiaki YAMATO en tant que Directeur Général Délégué. Il lui confie une mission spéciale d'une durée de 1 an. Elle consiste en la mise en œuvre d'une étude relative à la gestion des relations avec les investisseurs ainsi qu'une étude relative à la mise en œuvre de projets d'alliance capitalistique globale.

Le conseil d'administration du 22 janvier 2010 a autorisé une rémunération globale annuelle de €. 59 073.36 au titre de cette mission.

- **Contrôle fiscal au titre de la comptabilité portant sur la période allant du 01/07/05 au 30/06/08**

La société Index Multimedia a reçu au cours du mois de décembre 2009, une notification de redressement relative aux exercices clos les 30 juin 2006, 2007 et 2008 et portant sur le non dépôt d'imprimés fiscaux concernant l'état de suivi du mali technique mentionné à l'article 1763-I-e du Code General des Impôts conduisant à une amende de 5% du montant du mali technique pour chaque exercice soit au total 8 123 184 euros.

Il est établi que l'absence de production de ce document n'a entraîné aucune conséquence dommageable pour le Trésor Public s'agissant d'une omission de pure forme.

Le groupe conteste ce redressement et le contentieux est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes.

Sur la base des informations disponibles, le groupe a décidé de provisionner 1,7 million d'Euros.

II Revue financière

Les comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2009 ont été arrêtés par le conseil d'administration dans sa réunion du 15 mars 2010 ;

II.1 Compte de résultat consolidé du groupe

La situation des comptes consolidés intermédiaires au 31 décembre 2009 (6 mois) est présentée avec une référence aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2009 de douze mois pour les données bilantielles, et avec une référence aux comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2008 de six mois pour les données du compte de résultat, afin de se conformer aux prescriptions normatives en matière d'information financière.

Référentiel, principes et méthodes comptables

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, ces comptes consolidés semestriels résumés sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2009. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables adoptés dans les comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2009 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés établis au 30 juin 2009 à

l'exception des normes, interprétations et amendements dont l'application était obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier ou 1er juillet 2009, dont notamment les textes suivants :

- IFRS 8 (Secteurs opérationnels)
- IFRS 3 révisé et IAS 27 révisé (Regroupement d'entreprises)

Aucun changement de méthode comptable ou d'estimation ayant un impact chiffré sur les comptes consolidés du groupe n'a été pratiqué par Index au cours du semestre.

Il est rappelé que le groupe a appliqué par anticipation le norme IAS1 révisée pour l'établissement de ses comptes consolidés annuels au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés semestriels résumés portant sur la période de 6 mois clos au 31 décembre 2009 ont été préparés conformément à IAS 34 et IFRIC 10, textes IFRS spécifiques relatifs à l'information financière intermédiaire adoptée dans l'Union européenne.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des comptes annuels et doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009.

II.1.1 Chiffre d'affaires et marge brute

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 21 783 K€ au 31 décembre 2009. La contribution par secteur opérationnel est la suivante :

(K€)	Bien Etre	Grand Public	Distrib. Indirecte	Biz Dev	TOTAL
Chiffre d'affaires	9 222	737	8 834	2 989	21 782
Marge Brute	4 967	145	4 103	1 637	10 852
Taux de marge S1 2009/2010	53,86%	19,67%	46,45%	54,77%	49,82%
Taux de marge S1 2008/2009	40,7%	22,60%	64,60%	33,50%	44,40%

La marge brute s'établit à 10 852 K€ au 31 décembre 2009 contre 15 275 K€ au 31 décembre 2008. Elle représente 49.82 % du chiffre d'affaires et augmente de 5.42 points par rapport au 31 décembre 2008.

Les principales variations s'expliquent ainsi :

- **Bien-être** : Index Multimedia, malgré la baisse du volume d'activité de ses produits de rencontres charmes et adultes, a su rationaliser ses investissements publicitaires afin d'améliorer son taux de marge brute. L'arrêt de l'exploitation des services sur les terminaisons internationales s'inscrit pleinement dans cette logique. Les facteurs conjoncturels et le cadre réglementaire des opérateurs télécoms ont freiné le développement du chiffre d'affaires prévu à compter du mois d'octobre.

- **Grand public** : La décroissance accompagnée depuis 1 an sur les services de type "Interactive Games & infotainments" se poursuit, pour atteindre désormais un volume d'activité très faible. A noter sur le dernier trimestre, un recul du volume d'activité sur les services de logos et sonneries. Le lancement du modèle abonnement sur ce type de service n'a pu réellement commencer qu'à compter de fin décembre. Les premiers résultats devraient être constatés sur le prochain trimestre.

- **Distribution indirecte** : La baisse d'activité touche principalement les produits Grand public et plus particulièrement l'activité micro-paiement, fortement ralentie dans son développement par les risques d'impayés clients diverses. Les refacturations à la société Index Holdings relatives aux projets J-Sox et à l'augmentation du capital sont incluses dans le chiffre d'affaires de la Business unit.

- **Biz développement** : L'augmentation du chiffre d'affaires et surtout de la marge brute provient de l'exploitation d'une base. Les nouvelles fonctionnalités SNS (Social Network Services) du site Tchatche.com ont permis d'augmenter de façon prometteuse le chiffre d'affaires de ce type de service. Par ailleurs, le développement des autres offres web se poursuit activement.

II.1.2 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel hors éléments exceptionnels s'établit au 1er semestre à + 357 K€ contre + 460 K€ au 31 décembre 2008. Les éléments exceptionnels sur le premier semestre 2008/2009 s'élevaient à - 37 342 K€ et étaient composés de :

- une dotation pour dépréciation du mali technique enregistrée dans les comptes au 31 décembre 2008 à hauteur de 34 843 K€. Au cours de ce premier semestre, aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes à ce titre ;
- une dotation aux amortissements des contrats opérateurs (immobilisation incorporelle) constatée pour 1 699 K€ au 31 décembre 2008. Ces contrats sont complètement amortis au 30 juin 2009 ;
- une dotation exceptionnelle pour litige avec le fournisseur CALL EXPERT pour 800 K€.

Les charges de marketing à hauteur de 6 669 K€ représentent 30.6% du chiffre d'affaires à la clôture contre 41.3% au 31 décembre 2008. Cette baisse résulte de la mise en place par le management d'une nouvelle stratégie visant à réduire significativement les investissements en publicité auprès des médias (télévision, presse...).

Les autres achats et charges externes s'élèvent à 6 238 K€ contre 8 288 K€ au 31/12/2008. Ils représentent 28.6 % du chiffre d'affaires.

Les charges de personnel s'élèvent à 2 897 K€ au 31 décembre 2009 contre 5 450 K€ au 31 décembre 2008, elles baissent de - 2 553 K€ (- 46.8 %) du fait notamment de la diminution des effectifs suite aux mesures de restructuration engagées et comptabilisées sur le second semestre de l'exercice clos le 30 juin 2009.

Le résultat net du groupe ressort à + 297 K€ contre - 36 915 K€ au 31 décembre 2008.

II.2 Structure financière

Les flux de trésorerie dégagés par l'activité courante à hauteur de + 288 K€ s'expliquent principalement par la marge brute d'autofinancement à hauteur de + 1 040 K€ au 31 décembre 2009 et par la variation du BFR pour - 983 K€.

Les flux de trésorerie liés aux investissements s'élèvent à - 2 267 K€ contre - 187 K€ au 31 décembre 2008. Cette variation correspond notamment au paiement de la base de données Eurofirst DVD5 acquise en juin 2009 (- 2 261 K€).

Les flux de trésorerie liés aux financements dégagent une diminution de ressources financières pour - 1 414 K€. Cette variation correspond pour - 1 323 K€ à l'avance de financement de la part de la société d'affacturage, le Factocic.

L'ensemble de ces flux se traduit par une variation négative de la trésorerie nette de - 3 396 K€, qui s'élève au 31 décembre 2009 à 2 597 K€ contre 5 993 K€ au 30 juin 2009.

III Perspective

L'exercice fiscal 2009-2010 s'est ouvert avec la nécessité de continuer à améliorer la rentabilité d'Index Multimedia sur ses lignes de produits actuelles, à la fois dans son approche commerciale et son mode opérationnel et de préparer l'activité future de la société, en particulier sur Internet.

La réalisation des outils CRM, ainsi que l'organisation adaptée spécifiquement pour contrôler l'acquisition et la fidélisation clients, ont amélioré le taux de marge brute des activités historiques et permettent une réduction décidée et maîtrisée des investissements publicitaires tout en préservant les actifs clients d'Index Multimédia. Depuis le début du dernier exercice fiscal, nous avons procédé à une analyse détaillée de la rentabilité de chacune des activités de notre portefeuille. Grâce à la restructuration réalisée au cours de l'exercice précédent, nous avons été en mesure de réduire d'une façon significative les coûts directs (dépenses de marketing et de publicité) sur les produits et médias dont la rentabilité était inappropriée.

L'environnement lié au marché reste inchangé et présente les tendances fortes déjà observées :

- Arrivée de nouveaux concurrents y compris les opérateurs de télécommunication, les acteurs du web et les groupes de médias
- Développement du modèle de produits et services gratuits
- Stagnation du modèle des services communautaires

- Contribution croissante des modèles par abonnement, bien que non encore significatifs en termes de volume de marché

Afin de répondre aux besoins de développement en matière de produits et technologies, nous poursuivons la mise en place de partenariats préférentiels avec les prestataires que nous connaissons déjà ou dont nous avons pu tester l'expertise, toujours dans le but d'améliorer notre rentabilité, même au prix d'un impact négatif en termes de volume.

De plus, quatre activités semblent constituer une priorité structurante:

- La CRM et la meilleure connaissance du comportement client qu'elle induit pour Index Multimédia directement ou pour le compte de clients tiers
- Les services par abonnement et services premium
- L'activité Web communautaire «SNS (Social Networking Services)» et la convergence web/mobile
- Les jeux en ligne

Index Multimedia a développé ces relais de croissance sur 2009/2010 en capitalisant sur sa grande base de données clients, sa maîtrise des différents canaux de distribution (mobile téléphone, web et TV) et sur son expérience en marketing.

Sur le second semestre, la réalisation des objectifs du groupe restera toutefois encore dépendante de l'évolution des relais de croissance identifiés par le groupe dont notamment l'activité Web communautaire et les services par abonnement.»

Les transactions avec les parties liées (principalement avec le groupe Index Holdings et avec la société Grenoble Foot 38) sont décrites dans la note 24 des notes annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2009 ainsi que dans la note 20 des notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2009. Elles se sont poursuivies au cours du premier semestre 2009-2010, sur la base des mêmes conventions avec la société Index Holdings et sur la base de contrats en cours de négociation avec la société Grenoble Foot 38.

IV Evènements importants intervenus depuis le 31 décembre 2009

La note 4 de l'annexe des comptes consolidés semestriels résumés présente les évènements majeurs postérieurs au 31 décembre 2009. Elle porte sur l'augmentation de capital réalisée par la société en janvier 2010.

L'opération s'est déroulée comme suit :

- souscription de 109 596 actions nouvelles en numéraire pour 154 530 euros
- souscription de 4 964 539 euros actions nouvelles par voie de compensation avec la créance que détenait Index Holdings à hauteur de 6 999 999.99 euros.

L'émission des actions nouvelles a été réalisée au prix de 1.41 euros dont 0.1 euros en valeur nominale et 1.31 euros de prime d'émission portant ainsi le capital social d'une somme de 838 243.5 euros à la somme de 1 345 657 euros et dégageant une prime d'émission de 6 647 116.85 euros.

A l'issue de l'opération, le capital social est fixé à 1.345.657 euros. Il est divisé en 13.456.570 actions de 0.1 euro chacune, de même catégorie.



Attestation de M. Takuo TANIMOTO Président Directeur Général sous la responsabilité duquel est établi le présent rapport financier,

Je soussigné Takuo TANIMOTO

Président Directeur Général

Atteste, qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société INDEX MULTIMEDIA, ou de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 226-6 du règlement AMF.

Le 17 mars 2010

Takuo TANIMOTO

A handwritten signature in blue ink, reading "T. Tanimoto", is written over a faint, light blue grid background.



KPMG Audit
Domaine de Pelus
11 rue Archimède
33692 Mérignac Cedex
France

Ernst & Young et Autres

41, rue Ybry
92576 Neuilly sur Seine
France

Index Multimédia S.A.

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle
2009/2010**

Période du 1er juillet 2009 au 31 décembre 2009
Index Multimédia S.A.
36, rue Jacques Babinet - 31100 Toulouse
Ce rapport contient 27 pages
Référence : EJ-101.45.RIS



KPMG Audit
Domaine de Palus
11 rue Archimède
33692 Mérignac Cedex
France

Ernst & Young et Autres

41, rue Ybry
92576 Neuilly sur Seine
France

Index Multimédia S.A.

Siège social : 36, rue Jacques Babinet - 31100 Toulouse
Capital social : € 1 345 657

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009/2010

Période du 1er juillet 2009 au 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société
Index Multimédia S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 « Faits marquants de la période » qui expose les conséquences du contrôle fiscal portant sur les exercices clos du 30 juin 2006 au 30 juin 2008.



Ernst & Young et Autres

Index Multimédia S.A.
*Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle 2009/2010
15 mars 2010*

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Mérignac, le 15 mars 2010

Paris, le 15 mars 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Ernst & Young et Autres

Eric Junières
Associé

Jérôme Guirauden
Associé

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL AU 31 DECEMBRE 2009 (6 MOIS)

Nous vous présentons en application des dispositions des articles R232-13 du Code de Commerce, L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et 222-4 du Règlement Général de l'AMF notre rapport d'activité semestriel.

I Evènements importants survenus au cours du 1^{er} semestre

- **Nomination d'un nouveau Directeur Général Délégué**

Le conseil d'administration du 11 décembre 2009 a nommé M. Fumiaki YAMATO en tant que Directeur Général Délégué. Il lui confie une mission spéciale d'une durée de 1 an. Elle consiste en la mise en œuvre d'une étude relative à la gestion des relations avec les investisseurs ainsi qu'une étude relative à la mise en œuvre de projets d'alliance capitalistique globale.

Le conseil d'administration du 22 janvier 2010 a autorisé une rémunération globale annuelle de €. 59 073.36 au titre de cette mission.

- **Contrôle fiscal au titre de la comptabilité portant sur la période allant du 01/07/05 au 30/06/08**

La société Index Multimedia a reçu au cours du mois de décembre 2009, une notification de redressement relative aux exercices clos les 30 juin 2006, 2007 et 2008 et portant sur le non dépôt d'imprimés fiscaux concernant l'état de suivi du mali technique mentionné à l'article 1763-I-e du Code General des Impôts conduisant à une amende de 5% du montant du mali technique pour chaque exercice soit au total 8 123 184 euros.

Il est établi que l'absence de production de ce document n'a entraîné aucune conséquence dommageable pour le Trésor Public s'agissant d'une omission de pure forme.

Le groupe conteste ce redressement et le contentieux est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes.

Sur la base des informations disponibles, le groupe a décidé de provisionner 1,7 million d'Euros.

II Revue financière

Les comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2009 ont été arrêtés par le conseil d'administration dans sa réunion du 15 mars 2010 ;

II.1 Compte de résultat consolidé du groupe

La situation des comptes consolidés intermédiaires au 31 décembre 2009 (6 mois) est présentée avec une référence aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2009 de douze mois pour les données bilantielles, et avec une référence aux comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2008 de six mois pour les données du compte de résultat, afin de se conformer aux prescriptions normatives en matière d'information financière.

Référentiel, principes et méthodes comptables

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, ces comptes consolidés semestriels résumés sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2009. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables adoptés dans les comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2009 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés établis au 30 juin 2009 à

l'exception des normes, interprétations et amendements dont l'application était obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier ou 1er juillet 2009, dont notamment les textes suivants :

- IFRS 8 (Secteurs opérationnels)
- IFRS 3 révisé et IAS 27 révisé (Regroupement d'entreprises)

Aucun changement de méthode comptable ou d'estimation ayant un impact chiffré sur les comptes consolidés du groupe n'a été pratiqué par Index au cours du semestre.

Il est rappelé que le groupe a appliqué par anticipation le norme IAS1 révisée pour l'établissement de ses comptes consolidés annuels au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés semestriels résumés portant sur la période de 6 mois clos au 31 décembre 2009 ont été préparés conformément à IAS 34 et IFRIC 10, textes IFRS spécifiques relatifs à l'information financière intermédiaire adoptée dans l'Union européenne.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des comptes annuels et doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009.

II.1.1 Chiffre d'affaires et marge brute

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 21 783 K€ au 31 décembre 2009. La contribution par secteur opérationnel est la suivante :

(K€)	Bien Etre	Grand Public	Distrib. Indirecte	Biz Dev	TOTAL
Chiffre d'affaires	9 222	737	8 834	2 989	21 782
Marge Brute	4 967	145	4 103	1 637	10 852
Taux de marge S1 2009/2010	53,86%	19,67%	46,45%	54,77%	49,82%
Taux de marge S1 2008/2009	40,7%	22,60%	64,60%	33,50%	44,40%

La marge brute s'établit à 10 852 K€ au 31 décembre 2009 contre 15 275 K€ au 31 décembre 2008. Elle représente 49.82 % du chiffre d'affaires et augmente de 5.42 points par rapport au 31 décembre 2008.

Les principales variations s'expliquent ainsi :

- **Bien-être** : Index Multimedia, malgré la baisse du volume d'activité de ses produits de rencontres charmes et adultes, a su rationaliser ses investissements publicitaires afin d'améliorer son taux de marge brute. L'arrêt de l'exploitation des services sur les terminaisons internationales s'inscrit pleinement dans cette logique. Les facteurs conjoncturels et le cadre réglementaire des opérateurs télécoms ont freiné le développement du chiffre d'affaires prévu à compter du mois d'octobre.

- **Grand public** : La décroissance accompagnée depuis 1 an sur les services de type "Interactive Games & infotainments" se poursuit, pour atteindre désormais un volume d'activité très faible. A noter sur le dernier trimestre, un recul du volume d'activité sur les services de logos et sonneries. Le lancement du modèle abonnement sur ce type de service n'a pu réellement commencer qu'à compter de fin décembre. Les premiers résultats devraient être constatés sur le prochain trimestre.

- **Distribution indirecte** : La baisse d'activité touche principalement les produits Grand public et plus particulièrement l'activité micro-paiement, fortement ralentie dans son développement par les risques d'impayés clients diverses. Les refacturations à la société Index Holdings relatives aux projets J-Sox et à l'augmentation du capital sont incluses dans le chiffre d'affaires de la Business unit.

- **Biz développement** : L'augmentation du chiffre d'affaires et surtout de la marge brute provient de l'exploitation d'une base. Les nouvelles fonctionnalités SNS (Social Network Services) du site Tchatche.com ont permis d'augmenter de façon prometteuse le chiffre d'affaires de ce type de service. Par ailleurs, le développement des autres offres web se poursuit activement.

II.1.2 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel hors éléments exceptionnels s'établit au 1er semestre à + 357 K€ contre + 460 K€ au 31 décembre 2008. Les éléments exceptionnels sur le premier semestre 2008/2009 s'élevaient à - 37 342 K€ et étaient composés de :

- une dotation pour dépréciation du mali technique enregistrée dans les comptes au 31 décembre 2008 à hauteur de 34 843 K€. Au cours de ce premier semestre, aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes à ce titre ;
- une dotation aux amortissements des contrats opérateurs (immobilisation incorporelle) constatée pour 1 699 K€ au 31 décembre 2008. Ces contrats sont complètement amortis au 30 juin 2009 ;
- une dotation exceptionnelle pour litige avec le fournisseur CALL EXPERT pour 800 K€.

Les charges de marketing à hauteur de 6 669 K€ représentent 30.6% du chiffre d'affaires à la clôture contre 41.3% au 31 décembre 2008. Cette baisse résulte de la mise en place par le management d'une nouvelle stratégie visant à réduire significativement les investissements en publicité auprès des médias (télévision, presse...).

Les autres achats et charges externes s'élèvent à 6 238 K€ contre 8 288 K€ au 31/12/2008. Ils représentent 28.6 % du chiffre d'affaires.

Les charges de personnel s'élèvent à 2 897 K€ au 31 décembre 2009 contre 5 450 K€ au 31 décembre 2008, elles baissent de - 2 553 K€ (- 46.8 %) du fait notamment de la diminution des effectifs suite aux mesures de restructuration engagées et comptabilisées sur le second semestre de l'exercice clos le 30 juin 2009.

Le résultat net du groupe ressort à + 297 K€ contre - 36 915 K€ au 31 décembre 2008.

II.2 Structure financière

Les flux de trésorerie dégagés par l'activité courante à hauteur de + 288 K€ s'expliquent principalement par la marge brute d'autofinancement à hauteur de + 1 040 K€ au 31 décembre 2009 et par la variation du BFR pour - 983 K€.

Les flux de trésorerie liés aux investissements s'élèvent à - 2 267 K€ contre - 187 K€ au 31 décembre 2008. Cette variation correspond notamment au paiement de la base de données Eurofirst DVD5 acquise en juin 2009 (- 2 261 K€).

Les flux de trésorerie liés aux financements dégagent une diminution de ressources financières pour - 1 414 K€. Cette variation correspond pour - 1 323 K€ à l'avance de financement de la part de la société d'affacturage, le Factocic.

L'ensemble de ces flux se traduit par une variation négative de la trésorerie nette de - 3 396 K€, qui s'élève au 31 décembre 2009 à 2 597 K€ contre 5 993 K€ au 30 juin 2009.

III Perspective

L'exercice fiscal 2009-2010 s'est ouvert avec la nécessité de continuer à améliorer la rentabilité d'Index Multimedia sur ses lignes de produits actuelles, à la fois dans son approche commerciale et son mode opérationnel et de préparer l'activité future de la société, en particulier sur Internet.

La réalisation des outils CRM, ainsi que l'organisation adaptée spécifiquement pour contrôler l'acquisition et la fidélisation clients, ont amélioré le taux de marge brute des activités historiques et permettent une réduction décidée et maîtrisée des investissements publicitaires tout en préservant les actifs clients d'Index Multimédia. Depuis le début du dernier exercice fiscal, nous avons procédé à une analyse détaillée de la rentabilité de chacune des activités de notre portefeuille. Grâce à la restructuration réalisée au cours de l'exercice précédent, nous avons été en mesure de réduire d'une façon significative les coûts directs (dépenses de marketing et de publicité) sur les produits et médias dont la rentabilité était inappropriée.

L'environnement lié au marché reste inchangé et présente les tendances fortes déjà observées :

- Arrivée de nouveaux concurrents y compris les opérateurs de télécommunication, les acteurs du web et les groupes de médias
- Développement du modèle de produits et services gratuits
- Stagnation du modèle des services communautaires

- Contribution croissante des modèles par abonnement, bien que non encore significatifs en termes de volume de marché

Afin de répondre aux besoins de développement en matière de produits et technologies, nous poursuivons la mise en place de partenariats préférentiels avec les prestataires que nous connaissons déjà ou dont nous avons pu tester l'expertise, toujours dans le but d'améliorer notre rentabilité, même au prix d'un impact négatif en termes de volume.

De plus, quatre activités semblent constituer une priorité structurante:

- La CRM et la meilleure connaissance du comportement client qu'elle induit pour Index Multimédia directement ou pour le compte de clients tiers
- Les services par abonnement et services premium
- L'activité Web communautaire «SNS (Social Networking Services)» et la convergence web/mobile
- Les jeux en ligne

Index Multimedia a développé ces relais de croissance sur 2009/2010 en capitalisant sur sa grande base de données clients, sa maîtrise des différents canaux de distribution (mobile téléphone, web et TV) et sur son expérience en marketing.

Sur le second semestre, la réalisation des objectifs du groupe restera toutefois encore dépendante de l'évolution des relais de croissance identifiés par le groupe dont notamment l'activité Web communautaire et les services par abonnement.»

Les transactions avec les parties liées (principalement avec le groupe Index Holdings et avec la société Grenoble Foot 38) sont décrites dans la note 24 des notes annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2009 ainsi que dans la note 20 des notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2009. Elles se sont poursuivies au cours du premier semestre 2009-2010, sur la base des mêmes conventions avec la société Index Holdings et sur la base de contrats en cours de négociation avec la société Grenoble Foot 38.

IV Evènements importants intervenus depuis le 31 décembre 2009

La note 4 de l'annexe des comptes consolidés semestriels résumés présente les évènements majeurs postérieurs au 31 décembre 2009. Elle porte sur l'augmentation de capital réalisée par la société en janvier 2010.

L'opération s'est déroulée comme suit :

- souscription de 109 596 actions nouvelles en numéraire pour 154 530 euros
- souscription de 4 964 539 euros actions nouvelles par voie de compensation avec la créance que détenait Index Holdings à hauteur de 6 999 999.99 euros.

L'émission des actions nouvelles a été réalisée au prix de 1.41 euros dont 0.1 euros en valeur nominale et 1.31 euros de prime d'émission portant ainsi le capital social d'une somme de 838 243.5 euros à la somme de 1 345 657 euros et dégageant une prime d'émission de 6 647 116.85 euros.

A l'issue de l'opération, le capital social est fixé à 1.345.657 euros. Il est divisé en 13.456.570 actions de 0.1 euro chacune, de même catégorie.